



Prise de parole de l'UL CGT du Sud-Nivernais pour la manifestation du 9 Janvier 2019

Merci à toutes et à tous de votre présence.

Nous sommes rassemblés aujourd'hui car le démantèlement des services de NOTRE Hôpital du Sud Nivernais représente un grave danger pour le maintien de toute l'activité hospitalière sur notre bassin Sud Nivernais (environ 30 000 usagers). C'est la casse programmée de notre hôpital local qui se poursuit et s'accélère.

Hier : suspension de la Maternité depuis de nombreuses années, remise en cause du Laboratoire et de la Stérilisation, transfert du centre 15 sur Dijon dont les dysfonctionnement sont flagrants et fréquents; **aujourd'hui** : bloc opératoire, chirurgie, **demain** ce sera la radio, les urgences et à quand la réouverture de la maternité ?

Voilà où conduisent les choix politiques visant à réduire les dépenses publiques pour faire des milliards de cadeaux à un patronat et à des milliardaires qui ne cessent d'en redemander toujours et encore plus.

Milliards de cadeaux qui privent le budget de l'État et de la Sécu de milliards de recettes et font grimper les chiffres du chômage, creusent la dette et le déficit public.

C'est une véritable asphyxie des centres hospitaliers publics et du médico-social qui est programmée, ils veulent un seul établissement par territoire et ayant des conséquences graves sur les besoins des usagers, ainsi que sur des milliers d'emplois, cela aggravera encore le chômage et l'exclusion des soins.

Depuis plus de 30 ans les employeurs bénéficient d'exonérations de cotisations sociales et fiscales s'élevant à plus de 252 milliards, ces dernières années ils bénéficient en plus du Crédit Impôt Compétitivité Emploi, sous prétexte de développer l'emploi.

Nous mesurons aujourd'hui, avec plus de 6 millions de chômeurs, l'inefficacité de tout cela, et nous vérifions, avec le plan de licenciements chez Anvis, à quoi a servi ce crédit d'impôts, 1,2m€ donnés pour licencier.

Le site de pôle emploi donne 584 815 offres d'emplois disponibles (souvent précaires) pour plus de 6 million d'inscrits.

Arrêtons de dire : « *il n'y a pas de moyens, c'est la crise* ».

L'argent pour la santé, l'hôpital, les services publics, il y en a, ce qu'il manque c'est la volonté de faire une véritable politique de progrès social, une véritable politique de justice sociale.

Ce n'est pas d'un aménagement dont nous avons besoin mais d'un changement de politique.

Nous avons le droit de naître, de s'éduquer, de travailler, de se soigner, de vieillir et mourir dignement dans le Sud Nivernais.

Alors évitons le système : « tu as de l'argent : tu peux te soigner, tu n'as pas d'argent : tu peux crever ».

Exigeons du gouvernement, de l'ARS et des parlementaires qu'ils donnent les moyens à notre Hôpital public de remettre aux normes ses services, d'avoir le personnel compétant, en nombre suffisant dans toutes les catégories pour le bon fonctionnement de celui-ci.

Exigeons des coopérations intelligentes entre les services, les territoires plutôt que des mises en concurrence, refusons le transfert sur le privé par le choix des activités dégageant le plus de profits, dont on voit les conséquences par les dépassements d'honoraires et l'impact sur nos mutuelles.

La santé n'est pas une marchandise qui se vend au plus offrant. Ce n'est pas au président de la République de décider avec son Ministre de la santé avec sa courroie de transmission par le directeur de l'A.R.S. à Dijon de décider des besoins de santé des Nivernais.

N'oublions pas que M Macron a été élu dans la Nièvre avec 27356 voix sur 159422 inscrits ce qui fait 17,15% et ce qui est très proche du niveau national.

C'est aux Nivernaises et Nivernais de décider avec leurs représentants du personnel, leurs élus à la proportionnelle dans chaque territoire comme le réclame également les Gilets Jaunes écartés des plateaux télé.

L'U. L. C. G. T. du sud Nivernais partage l'appel de la Coordination Nationale de défense des hôpitaux et des maternités de proximité à une votation citoyenne les 26 et 27 janvier 2019 ; nous appelons les municipalités du sud nivernais à participer à cet acte citoyen et à la population de voter massivement pour défendre l'avenir de leur hôpital de proximité avec des soins de qualité et du personnel en nombre suffisant à Decize.

Nous exigeons de nos élus de travailler selon les besoins des usagers et non selon les directives de l'État, de pas avoir un certain discours local et un vote à l'opposé dans les instances, comme par le passé.

Cette manifestation est dans la continuité de l'action de ces dernières années par le comité de soutien et la CGT en lien avec la population, pour la défense de NOTRE hôpital public avec tous les services nécessaire aux usagers, alors restons mobilisés pour les actions à venir, car seule la mobilisation de tous imposera que ce gouvernement nous entende.

L'UL CGT du Sud-Nivernais avec les partenaires d'aujourd'hui, veulent construire l'avenir de NOTRE hôpital Public en déposant nos propositions accompagnées de vos signatures sur la pétition en Préfecture et à l'ARS, le plus rapidement possible.

Exigeons tous ensemble un hôpital public au service du public en signant et faisant signer massivement la pétition à votre disposition.

Encore merci à toutes et à tous et à très bientôt.